

L'agriculture et l'alimentation dans le monde : images médiatiques et réalités

Jean-Paul Charvet est Professeur à l'Université Paris 10 Nanterre.

De façon récurrente, les médias nous alimentent en images stéréotypées et convenues concernant les grandes questions que posent l'alimentation et l'agriculture dans le monde. Les présentations partielles, non ou insuffisamment contextualisées, et évitant le plus souvent tout débat contradictoire, sont monnaie courante. Elles donnent en outre volontiers, selon les cas, soit dans l'angélisme, soit dans le catastrophisme, en faisant fi de l'indispensable hiérarchisation des données, des ordres de grandeur et des échelles géographiques. L'objet des quelques pages qui suivent est de tenter d'éclairer un peu moins mal le citoyen de base — c'est une des missions que l'on voudra bien reconnaître à la géographie — sur quelques aspects majeurs de l'alimentation et de l'agriculture mondiales qui sont trop souvent abordés de façon plus idéologique que rigoureuse ou scientifique. Trop souvent l'écume des vagues se trouve projetée à la face du citoyen-consommateur au détriment de l'examen et de l'analyse des vagues de fond, c'est à dire des réalités véritables.

Au travers des images et des discours qui nous sont largement délivrés par la majorité des médias, une dizaine ont été retenus ici, sans que cette liste soit limitative. Chacun est appelé à la prolonger et, bien entendu, à apporter des arguments et/ou des informations allant dans le même sens ... ou en sens opposé.

- le nombre d'agriculteurs diminue dans le monde ;
- la progression de l'agriculture au détriment des forêts du monde tropical fait régresser de façon dramatique le captage du CO₂ présent dans l'atmosphère ;
- le nombre de personnes sous-alimentées est plus élevé en Afrique qu'en Asie ;
- la consommation alimentaire s'uniformise (sous-entendu : s'américanise) de plus en plus à l'échelle mondiale : la "mal bouffe" progresse de façon généralisée ;
- la sécurité alimentaire (au sens de sécurité sanitaire) est aujourd'hui moins bien assurée que jadis ;
- l'agriculture biologique constitue une alternative généralisable et crédible à l'agriculture productiviste ;
- le commerce équitable constitue une alternative généralisable et crédible à l'organisation actuelle des échanges internationaux de produits agricoles ;
- l'Union européenne constitue une forteresse inaccessible aux exportations de produits agricoles provenant des pays en développement ;
- l'agriculture française ne peut exporter que grâce à des subventions massives ;
- les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés) sont potentiellement et systématiquement dangereux pour l'environnement, pour les animaux et pour les hommes.

Nous allons les reprendre dans cet ordre.

1. Le nombre d'agriculteurs diminue dans le monde.

Cette idée reflète une vision très européo-centrée. De fait, en Europe, le nombre des agriculteurs a fortement diminué depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, même s'il demeure encore élevé dans des pays comme la Pologne ou la Roumanie. En France, les agriculteurs ne représentent plus que 4% de l'ensemble de la population active et ils sont même devenus des "marginiaux" dans les campagnes françaises. Toutefois, lorsque l'on passe à l'échelle mondiale les réalités apparaissent bien différentes. L'agriculture, qui figure parmi les plus vieux métiers du monde, continue à être le premier employeur de la planète : 45% de la population active mondiale travaillent encore dans l'agriculture. En outre, si l'on comptait moins d'un milliard d'agriculteurs dans le monde au début des années 1970 (900 millions en 1968), ils sont aujourd'hui (2005) plus de 1350 millions. Selon la FAO, que l'on peut croire à ce sujet (plus que sur ses perspectives récentes concernant l'agriculture biologique) leur nombre est encore appelé à progresser dans les deux décennies qui viennent malgré les réels mouvements d'exode agricole que l'on relève dans de nombreux pays dont la Chine. Conservons toujours en mémoire que sur les 1350 millions d'agriculteurs de la planète, les 2/3 sont soit chinois, soit indiens (cf. F.Landy, 2006, *Un milliard à nourrir : grain, territoire et politiques en Inde*, Belin).

2. Captage de CO₂, biodiversité, défrichage et exploitation des forêts tropicales.

Les défrichements opérés au détriment des forêts tropicales peuvent être à juste titre accusés de détruire des "puits à carbone" bien utiles pour lutter contre le réchauffement climatique et de faire reculer la biodiversité. En laissant de côté le fait qu'une plus forte teneur en CO₂ dans l'atmosphère ne peut qu'être favorable à l'accroissement de la production agricole, on peut s'interroger sur une vision aussi tranchée des choses. L'agriculture sous forêt telle qu'elle est pratiquée dans différentes régions du monde tropical (cf. H. Cochet, 2001, "Crises et révolutions agricoles au Burundi") présente des niveaux de biodiversité bien supérieurs à ceux des plantations forestières monospécifiques. Quant aux jeunes plantations de palmiers à huile que l'on développe aujourd'hui en Amérique latine ou en Asie du Sud-Est en les substituant à des forêts tropicales adultes, elles absorbent davantage de CO₂ qu'une forêt adulte, même si elles se traduisent effectivement par un recul de la biodiversité (cf. J. Boulier et L. Simon : "Les ressources forestières au cœur des enjeux du développement durable", chapitre 3 (pp. 77-90) in "Le développement durable" (Y. Veyret, dir.), Sedes, 2007). Par ailleurs, défrichage et exploitation des forêts tropicales sont trop souvent seulement envisagés au travers d'un schéma de mondialisation Nord-Sud (le Nord exploitant le Sud), alors qu'ils s'opèrent de plus en plus au travers de relations Sud-Sud. Une grande partie du soja cultivé dans les Campos Cerrados brésiliens, région où continue à progresser le premier front pionnier agricole de la planète, se trouve exporté vers la Chine. Moins de 5% des exportations mondiales de bois tropicaux vont vers l'Europe ; l'essentiel va vers la Chine et secondairement vers l'Inde. L'exploitation des forêts tropicales se trouve en outre aujourd'hui principalement réalisée par des firmes chinoises (d'Asie du Sud-Est), indiennes (du Gujérat) ou syro-libanaises (cf. J-M Roda : « L'économie globale du bois tropical », chapitre 8, pp. 105-116, in *La Mondialisation, l'intégration des pays en développement*, Ph. Cadène (dir.), Sedes, 2007).

3. La répartition géographique des personnes sous-alimentées dans le monde.

Les cartes qui nous sont le plus souvent proposées à ce sujet sont fondées sur des valeurs relatives : elles sont établies en pourcentages de la population sous-alimentée dans la population totale. L'Afrique noire ressort alors très nettement sur ces cartes avec plus de 20%

et parfois plus du tiers de la population totale survivant en situation de sous-alimentation chronique. Mais si l'on dresse une carte à partir de valeurs absolues (des nombres de personnes sous-alimentées), l'Afrique apparaît certes toujours, mais les deux ensembles géographiques qui ressortent le plus sont la Chine et le subcontinent indien (cf. J-P Charvet : "L'agriculture mondialisée", Documentation Photographique n° 8059, La Documentation Française, septembre-octobre 2007). La situation alimentaire va plutôt en s'améliorant dans ces pays émergents, mais ce sont eux qui continuent à regrouper les plus grands nombres de personnes sous-alimentées sur notre planète, malgré le développement industriel et la révolution verte (dont le rythme de progression s'est d'ailleurs nettement ralenti).

4. La consommation alimentaire mondiale s'uniformise et s'américanise.

On note bien une réelle diffusion à l'échelle mondiale d'une alimentation standardisée promue par les grandes firmes de l'agroalimentaire et/ou par les grandes chaînes de restauration rapide. Mais les mêmes firmes et les mêmes chaînes s'efforcent de prendre de plus en plus en compte les habitudes alimentaires locales et le pourcentage des personnes qui utilisent de façon assidue la restauration rapide demeure finalement bien limité, soit pour des raisons de goût, soit pour des raisons de moyens. En fait, ce qui frappe bien davantage, c'est une extraordinaire diversité des plats et des cuisines qui sont aujourd'hui mises à la disposition des consommateurs dans les pays riches et dans les principales villes des pays pauvres : on y a désormais accès à des cuisines venant du monde entier (cf. G. Fumey et O. Etcheverria : *Atlas mondial des cuisines et des gastronomies*, Autrement, 2004). Par ailleurs le remarquable album de photographies publié par le journaliste californien Peter Menzel (P. Menzel et F. d'Aluisio : *Hungry Planet, what the world eats*, Material World Book and Ten Speed Press, 2005) souligne la permanence d'une étonnante diversité des habitudes alimentaires à l'échelle de la planète : une trentaine de familles relevant de 24 pays différents ont été photographiées avec, devant elles, l'ensemble des produits alimentaires qu'elles consomment au cours d'une semaine. Se dégage de cet ensemble de photographies (dont certaines ont été reprises dans le n° 8059 : *L'agriculture mondialisée* de la Documentation Photographique) les images de géographies très contrastées des habitudes et des régimes alimentaires : les produits locaux ou "géographiques" continuent à tenir une place majeure par rapport aux produits "mondiaux".

En revanche, il y a bien à l'échelle mondiale une évolution qui touche des fractions de plus en plus importantes de la population mondiale : c'est celle d'une consommation accrue de protéines d'origine animale (lait, oeufs, viandes ...). Ceci est à mettre principalement en relation avec l'enrichissement de fractions toujours plus importantes de la population dans les pays émergents, phénomène déjà signalé depuis plusieurs années (cf. J-L Chaléard et J-P Charvet : *Géographie agricole et rurale*, Belin, 2004). Comme oeufs et viandes sont largement obtenus à partir de céréales et de tourteaux d'oléagineux on tient là une cause majeure et durable (plus importante que de développement de la production de biocarburants qui connaît actuellement un net palier) de l'envolée récente des cours des céréales et des graines oléagineuses sur le marché mondial.

5. La sécurité alimentaire est aujourd'hui moins bien assurée que jadis.

L'hypermédiatisation de différentes crises alimentaires récentes (ESB, fièvre aphteuse, grippe aviaire ...) n'a pas manqué de générer des doutes sur la qualité sanitaire des produits proposés au grand public, celui-ci apparaissant toujours plus demandeur (est-ce un effet du vieillissement des populations ?) de "sécurité" dans tous les domaines. En fait la sécurité alimentaire des populations n'a jamais été aussi bien assurée qu'aujourd'hui dans les pays

riches qui ont mis en place des dispositifs de contrôle et des systèmes d'alerte particulièrement efficaces. L'exemple de la grippe aviaire en constitue une illustration (cf. J-P Charvet : *L'agriculture mondialisée*, Doc. Photo. n° 8059). Parmi les 160 victimes que la grippe aviaire a fait dans le monde en 2006, aucune ne résidait dans un pays riche, mais 63 vivaient en Indonésie, 43 au Vietnam, 17 en Thaïlande ... Les modes d'élevage (promiscuité entre agriculteurs et volailles cohabitant dans les mêmes bâtiments) et de commercialisation (sans contrôle, sur de petits marchés locaux) ainsi que des encadrements vétérinaires trop peu denses et largement déficients rendent compte de l'essentiel de ces contrastes entre pays riches et pays pauvres. La fièvre médiatique entraînant de fortes baisses des ventes a été jusqu'ici bien plus redoutable que la grippe aviaire elle-même pour des élevages de volailles le plus souvent confinés et toujours étroitement surveillés des pays industrialisés.

6. L'agriculture biologique, alternative généralisable ?

Rappelons que les agriculteurs "bio" s'interdisent tout recours à des intrants d'origine industrielle (i.e. à des produits chimiques de synthèse), mais qu'ils n'ont aucune obligation de résultat : il est le plus souvent impossible de faire le départ en se fondant sur des analyses chimiques entre produits "bio" et produits provenant d'une agriculture conventionnelle correctement menée. La différence provient essentiellement du respect de cahiers des charges très stricts (et très étroitement contrôlés) portant sur la gestion de l'environnement, le bien-être animal ... (cf. J-P Charvet : "Agriculture et développement durable", chapitre 5, pp.117-135, in *Le développement durable* (Y. Veyret, dir.), Sedes, 2007).

Cette agriculture qu'il convient d'encourager (le récent "Grenelle de l'Environnement" vient de fixer pour la France des objectifs de 6% de la SAU en 2010 et de 20% en 2020) présente cependant un certain nombre de limites (l'agriculture biologique couvre actuellement en France 2% de la SAU et concerne moins de 2% des exploitations agricoles françaises). Une première limite est qu'elle réclame bien davantage de main d'œuvre (les interventions humaines, par exemple pour le désherbage, sont nettement plus nombreuses), ce qui en fait plutôt une agriculture de pays pauvre que de pays riche. Une seconde limite est que ses rendements sont plus faibles et plus irréguliers (l'été 2007, très humide, a été redoutable pour bien des viticulteurs "bio"), ce qui explique qu'en France l'exploitation moyenne "bio" soit de taille supérieure à celle de l'exploitation agricole moyenne nationale. Dans ces conditions, l'agriculture biologique ne peut se maintenir et progresser que si une fraction de consommateurs relativement fortunés et motivés accepte de payer nettement plus cher ses produits. De façon significative on trouve parmi les leaders mondiaux de l'agriculture "bio" des paradis fiscaux comme la Suisse (plus de 11% de la SAU) ou le Lichtenstein (26% de la SAU). A l'échelle planétaire l'agriculture biologique certifiée comme telle couvrirait en 2006 31 millions d'hectares, soit moins de 1% de la SAU mondiale, et trois fois moins que les cultures de plantes OGM (102 millions d'hectares) (cf. J-P Charvet : *L'agriculture mondialisée*, Doc. Photo. n° 8059). Faute de pouvoir être produits en quantités suffisantes dans les pays riches, les produits agricoles "bio" sont de plus en plus importés (par exemple de Chine), ce qui implique des distances parfois importantes à parcourir. Les consommations notables de carburants d'origine fossile et les émissions de CO₂ qui en résultent posent la question, chère aux écologistes anglo-saxons et très géographique, des "food miles". Plus globalement, il ne faut pas perdre de vue qu'au cours des deux dernières décennies l'indispensable accroissement de la production agricole mondiale n'a pu être satisfaite que grâce à une progression continue des rendements par hectare, les superficies cultivées n'ayant que très peu progressé à l'échelle mondiale depuis les années 1980 (cf. J-L Chaléard et J-P Charvet : *Géographie agricole et rurale*, Belin, 2004). Dans ces conditions s'il est possible de programmer localement une

réduction des rendements par hectare et donc une extensification de la production, cette alternative n'existe pas au niveau global.

7. Le commerce équitable, alternative généralisable ?

Tout comme l'agriculture biologique, le commerce équitable mérite d'être encouragé. Il apparaît en rapide progrès de nos jours, en particulier depuis qu'il a été récupéré par les chaînes de la grande distribution alimentaire qui ont chacune leurs marques de commerce équitable. Il permet qu'une part plus importante du prix final payé par le consommateur (prix un peu plus élevé que celui d'un produit standard) aille au producteur. Comme le souligne J-P Boris ("Commerce inéquitable, le roman noir des matières premières", Hachette, 2005) il permet "d'aider le tiers monde en faisant ses courses". L'achat de produits du commerce équitable peut donc relever pour certains consommateurs "bobos" de la même bonne conscience que l'achat des indulgences à l'époque de Martin Luther. Le fait de pouvoir mieux rémunérer l'agriculteur de base (tout en lui imposant certaines contraintes comme celle de scolariser ses enfants) est incontestablement positif, mais il apparaît que ces filières de commercialisation profitent surtout aux communautés agricoles qui sont déjà les mieux organisées et les plus instruites. Aujourd'hui environ un million d'agriculteurs se trouvent impliqués dans des opérations de commerce équitable, soit moins d'un millième des agriculteurs de la planète. Le produit le plus concerné par ce type de commerce est le café, mais moins de 0,5% de la production mondiale de café passe actuellement par des filières de commerce équitable. La marge de progression demeure énorme. Un des pays où le commerce équitable est le plus présent du côté des consommateurs est la Suisse. Serait-ce parce que les suisses, qui abritent chez eux bon nombre de sièges sociaux de grandes firmes du commerce international des produits agricoles et agroalimentaires, pensent avoir beaucoup à se faire pardonner ?

8. L'Union Européenne, forteresse imperméable aux importations de produits agricoles ?

La réponse peut être rapide : elle est le premier importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires. Quant aux importations provenant des pays pauvres, elle sont presque toujours exemptées de tout droit de douane. L'Union européenne achète même chaque année aux pays ACP au prix européen, c'est à dire à un prix en général nettement supérieur au cours mondial, des quantités appréciables de sucre, au titre de son aide au développement .

9. L'agriculture française est incapable d'exporter sans subventions massives.

C'était déjà inexact avant 2006 et ça l'est devenu tout à fait aujourd'hui en relation avec l'envolée — semble-t-il durable— des cours des matières premières agricoles (cf. Images Economiques du Monde, 2007 et 2008). Depuis la réforme de la Politique Agricole Commune de 1992, les prix ont nettement baissé sur le marché intérieur européen et étaient déjà devenus très proches des cours mondiaux. Au cours des toutes dernières années, c'est surtout la force de l'euro par rapport au dollar américain qui a rendu nécessaire à certains moments l'attribution de "restitutions" (aides aux exportations). En fait, l'agriculture française exporte de plus en plus de produits transformés pour lesquels il n'y a aucune aide à l'export. : c'est désormais le cas pour plus de 70% de l'ensemble de ses exportations agricoles et agroalimentaires. En outre, près des 3/4 des exportations agricoles et agroalimentaires françaises sont à destination du marché intérieur européen, qui est par définition un marché "unique" sur lequel règnent la libre concurrence et la préférence communautaire.

10. Quel est le degré de dangerosité des OGM ?

Les consommateurs, aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe, demeurent très réticents à l'égard des plantes OGM, même si jusque là elles n'ont causé aucun véritable problème sanitaire pas plus que d'ordre environnemental (les maïs OGM sont tous des maïs hybrides, donc des maïs dont les grains sont stériles : comment pourraient-ils se propager et échapper à tout contrôle ?). Parallèlement, l'Union européenne doit importer chaque année, compte tenu de son très important déficit en oléoprotéagineux, 15 millions de tonnes de graines de soja et plus de 20 millions de tonnes de tourteaux de soja. Elle se trouve donc contrainte d'acheter sur le marché mondial du soja et des tourteaux de soja qui sont, compte tenu de leurs origines américaines du Nord ou du Sud, majoritairement OGM (cf. J-P Charvet : *L'Agriculture mondialisée*, Doc. Photo nème 8059) : le consommateur européen consomme donc directement et encore plus indirectement (au travers des viandes de porc et de volailles) beaucoup plus d'OGM qu'il ne le pense. Jusque là sans problème majeur, semble-t-il.

Les agriculteurs français sont demeurés longtemps très méfiants à l'égard des OGM. Ils le sont devenus beaucoup moins (à l'exception notable des "faucheurs volontaires") depuis quelques années devant les intérêts multiples présentés par ces plantes pour ceux qui les cultivent. Certains OGM, tels les maïs Bt, ont été rendus aptes à se défendre par eux-mêmes contre les attaques de certains insectes ravageurs en sécrétant un biopesticide (qui est d'ailleurs utilisé en agriculture biologique, mais sous forme d'aspersions). D'autres plantes OGM ont été rendues tolérantes à des herbicides qui sont aujourd'hui de plus en plus utilisés — les glyphosates — qui sont rapidement biodégradables. Ceci permet de cultiver en utilisant la technique du semis direct (sans labours) de réduire les risques d'érosion des sols et de limiter de façon très sensible les émissions de CO₂ dans l'atmosphère (moins de passages d'engins lourds dans les champs, pas de labours). Depuis l'invention de l'agriculture il y a dix mille ans, aucune innovation agricole ne s'était diffusée aussi vite sur tous les continents : de 1,5 millions d'hectares cultivés en OGM en 1996 on est passé à 102 millions d'hectares en 2006 (soit trois fois plus à cette date que l'agriculture biologique certifiée comme telle). Cette progression est désormais plus rapide dans les pays pauvres (Inde, Chine...) que dans les pays riches qui arrivent malgré tout encore en tête avec plus de 60 millions d'hectares cultivés en 2006. Les deux Amériques - du Nord et du Sud - continuent à rassembler ensemble plus de 90% des superficies mondiales cultivées avec des OGM. Aux Etats-Unis, les maïs OGM tiennent une place importante dans la production de biocarburants (cf. J-P Charvet et A.Simon, site internet du Festival International de Géographie de St Dié, 2007).

Tout ceci ne signifie pas que le débat à propos des OGM soit sur le point d'être clos, ni qu'il ne soit pas légitime. Ces informations rapides ont pour seul objectif de l'éclairer cette question à partir d'un regard qui n'est pas en général celui des médias, surtout prompts à mettre en avant les actions des "faucheurs volontaires" ainsi que leurs sorties de prison ou entrées en prison, sans trop expliquer en quoi consiste exactement les OGM. aujourd'hui cultivés. Des scientifiques pourraient sûrement le faire. Encore faudrait-il leur donner la parole.

Jean-Paul Charvet